

15.

Na osnovu člana 98. stav 3. Ustava Savezne Republike Jugoslavije, izdajem

UKAZ

O PROGLAŠENJU ZAKONA O POTVRĐIVANJU PROTOKOLA KOJI SE ODNOSI NA MADRIDSKI ARANŽMAN O MEĐUNARODNOM REGISTROVANJU ŽIGOVA

("Službeni list SRJ - Međunarodni ugovori", br. 002/97 od 27.06.1997)

Prolašava se Zakon o potvrđivanju Protokola koji se odnosi na Madridski aranžman o međunarodnom registrovanju žigova, koji je donela Savezna skupština, na sednici Veća građana od 26. juna 1997. godine i na sednici Veća republika od 26. juna 1997. godine.

PR br. 50

Beograd, 26. juna 1997. godine

Vršilac funkcije predsednika Savezne Republike Jugoslavije,
Predsednik Veća republika Savezne skupštine,
mr Srđa Božović, s.r.

ZAKON

O POTVRĐIVANJU PROTOKOLA KOJI SE ODNOSI NA MADRIDSKI ARANŽMAN O MEĐUNARODNOM REGISTROVANJU ŽIGOVA

Član 1

Potvrđuje se Protokol koji se odnosi na Madridski aranžman o međunarodnom registrovanju žigova (u daljem tekstu "Protokol") usvojen 27. juna 1989. godine u Madridu u originalu na engleskom, francuskom i španskom jeziku.

Član 2

Tekst Protokola u originalu na francuskom i u prevodu na srpskom jeziku glasi:

PROTOCOLE

RELATIF À L'ARRANGEMENT DE MADRID CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES ADOPTÉ A MADRID LE 27 JUIN 1989

Article premier

Appartenance à l'Union de Madrid

Les Etats parties au présent Protocole (dénommés ci-après "les Etats contractants"), même s'ils ne sont parties à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques révisé à Stockholm en 1967 et modifié en 1979 (ci-après dénommé "l'Arrangement de Madrid (Stockholm)"), et les organisations visées à l'article 14. 1) b) qui sont parties au présent Protocole (dénommées ci-après "les organisations contractantes") sont membres de la même Union dont sont membres les pays qui sont parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm). Dans le présent Protocole, l'expression "parties contractantes" désigne aussi bien les Etats contractants que les organisations contractantes.

Article 2

Obtention de la protection par l'enregistrement international

1) Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque a été déposée auprès de l'Office d'une partie contractante, ou lorsqu'une marque a été enregistrée dans le registre de l'Office d'une partie contractante, la personne qui est le déposant de cette demande (ci-après

dénommé "la demande de base") ou le titulaire de cet enregistrement (ci-après dénommé "l'enregistrement de base") peut, sous réserve des dispositions du présent Protocole, assurer la protection de sa marque sur le territoire des parties contractantes, en obtenant l'enregistrement de cette marque dans le registre du Bureau international de l'Organisation mondiale de la Propriété Intellectuelle (ci-après dénommés respectivement "l'enregistrement international", "le registre international", "le Bureau international" et "l'Organisation"), sous réserve que,

- i) lorsque la demande de base a été déposée de l'Office d'un Etat contractant ou lorsque l'enregistrement de base a été effectué par un tel Office, la personne qui est le déposant de cette demande ou le titulaire de cet enregistrement soit un ressortissant de cet Etat contractant ou soit domiciliée, ou ait un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux; dans ledit Etat contractant;
 - ii) lorsque la demande de base a été déposée auprès de l'Office d'une organisation contractante ou lorsque l'enregistrement de base a été effectué par un tel Office, la personne qui est le déposant de cette demande ou le titulaire de cet enregistrement soit le ressortissant d'un Etat membre de cette organisation contractante ou soit domiciliée, ou ait un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux, sur le territoire de ladite organisation contractante.
- 2) La demande d'enregistrement international (dénommée ci-après "la demande internationale") doit être déposée auprès du Bureau international par l'intermédiaire de l'office auprès duquel la demande de base a été déposée ou par lequel l'enregistrement de base a été effectué (ci-après dénommé "l'Office d'origine"), selon le cas.
 - 3) Dans le présent Protocole, le terme "Office" ou "Office d'une partie contractante" désigne l'office qui est chargé, pour le compte d'une partie contractante, de l'enregistrement des marques, et le terme "marques" désigne aussi bien les marques de produits que les marques de services.
 - 4) Dans le présent Protocole, on entend par "territoire d'une partie contractante", lorsque la partie contractante est un Etat, le territoire de cet Etat et, lorsque la partie contractante est une organisation intergouvernementale, le territoire sur lequel s'applique le traité constitutif de cette organisation intergouvernementale.

Article 3

Demande internationale

- 1) Toute demande internationale faite en vertu du présent Protocole devra être présentée sur le formulaire prescrit par le règlement d'exécution. L'Office d'origine certifiera que les indications qui figurent dans la demande internationale correspondent à celles qui figurent, au moment de la certification, dans la demande de base ou l'enregistrement de base, selon le cas. En outre, ledit Office indiquera,
 - i) dans le cas d'une demande de base, la date et le numéro de cette demande,
 - ii) dans le cas d'un enregistrement de base, la date et le numéro de cet enregistrement ainsi que la date et le numéro de la demande dont est issu l'enregistrement de base.
 L'Office d'origine indiquera également la date de la demande internationale.
- 2) Le déposant devra indiquer les produits et les services pour lesquels la protection de la marque est revendiquée, ainsi que, si possible, la ou les classes correspondantes, d'après la classification établie par l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques. Si le déposant ne donne pas cette indication, le Bureau international classera les produits et les services dans les classes correspondantes de ladite classification. L'indication des classes donnée par le déposant sera soumise au contrôle du Bureau international, qui l'exercera en liaison avec l'Office d'origine. En cas désaccord entre ledit Office et le Bureau international, l'avis de ce dernier sera déterminant.
- 3) Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu
 - i) de le déclarer et d'accompagner sa demande internationale d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée;
 - ii) de joindre à sa demande internationale des exemplaires en couleur de ladite marque, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international; le nombre de ces exemplaires sera fixé par le règlement d'exécution.
- 4) Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article 2. L'enregistrement international portera la date à laquelle la demande internationale a été reçue par l'Office d'origine pourvu que la demande internationale ait été reçue par le Bureau international dans le délai de deux mois à compter de cette date. Si la demande internationale n'a pas été reçue dans ce

délai, l'<enregistr<ement international partera la date à laquelle ladite demande internationale a été reçue par le Bureau international. Le Bureau international notifiera sans retard l'<enregistr<ement international aux Offices intéressés. Les marques enregistrées dans le registre international seront publiées dans une gazette périodique éditée par le Bureau international, sur la base des indications contenues dans la demande internationale.

- 5) En vue de la publicité à donner aux marques enregistrées dans le registre international, chaque Office recevra du Bureau international un nombre d'exemplaires gratuits et un nombre d'exemplaires à prix réduit de ladite gazette dans les conditions fixées par l'Assemblée visée à l'article 10 (ci-après dénommée "Assemblée"). Cette publicité sera considérée comme suffisante aux fins de toutes les parties contractantes, et aucune autre ne pourra être exigée du titulaire de l'<enregistr<ement international.

Article 3^{bis}

Effet territorial

La protection résultant de l'<enregistr<ement international ne s'étendra à une partie contractante à la requête de la personne qui dépose la demande internationale ou qui est titulaire de l'<enregistr<ement international. Toutefois, une telle requête ne peut être faite à l'égard d'une partie contractante dont l'Office est l'Office d'origine.

Article 3^{ter}

Requête en "extension territoriale"

- 1) Toute requête en extension à une partie contractante de la protection résultant de l'<enregistr<ement international devra faire l'objet d'une mention spéciale dans la demande internationale.
- 2) Une requête en extension territoriale peut aussi être faite postérieurement à l'<enregistr<ement international. Une telle requête devra être présentée sur le formulaire prescrit par le règlement d'exécution. Elle sera immédiatement inscrite par le Bureau international, qui notifiera sans retard cette inscription à l'Office ou aux Offices intéressés. Cette inscription sera publiée dans la gazette périodique du Bureau international. Cette extension territoriale produira ses effets à partir de la date à laquelle elle aura été inscrite au registre international; elle cessera d'être valable à échéance de l'<enregistr<ement international auquel elle se rapporte.

Article 4

Effets de l'<enregistr<ement international

- 1)a) A partir de la date de l'<enregistr<ement ou de l'inscription effectué selon les dispositions des articles 3 et 3^{ter}, la protection de la marque dans chacune des parties contractantes intéressées sera la même que si cette marque avait été déposée directement auprès de l'Office de cette partie contractante. Si aucun refus n'a été notifié au Bureau international conformément à l'article 5.1) et 2) ou si un refus notifié conformément audit article a été retiré ultérieurement, la protection de la marque dans la partie contractante intéressée sera, à partir de ladite date, la même que si cette marque avait été enregistrée par l'Office de cette partie contractante.
- b) L'indication des classes de produits et de services prévue à l'article 3 ne lie pas les parties contractantes quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque.
- 2) Tout <enregistr<ement international jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prévues à la lettre D dudit article.

Article 4^{bis}

Remplacement d'un <enregistr<ement national ou régional par un <enregistr<ement international

- 1) Lorsqu'une marque qui est l'objet d'un <enregistr<ement national ou régional auprès de l'Office d'une partie contractante est également l'objet d'un <enregistr<ement international et que les deux <enregistr<ements sont inscrits au nom de la même personne, l'<enregistr<ement

international est considéré comme remplaçant l'enregistrement national ou régional, sans préjudice des droits acquis par le fait de ce dernier, sous réserve que

- i) la protection résultant de l'enregistrement international s'étende à ladite partie contractante selon l'article 3ter. 1) ou 2),
 - ii) tous les produits et services énumérés dans l'enregistrement national ou régional soient également énumérés dans l'enregistrement international à l'égard de ladite partie contractante,
 - iii) l'extension susvisée prenne effet après la date de l'enregistrement national ou régional.
- 2) L'Office visé à l'alinéa 1) est, sur demande, tenu de prendre note, dans son registre, de l'enregistrement international.

Article 5

Refus et invalidation des effets de l'enregistrement international à l'égard de certaines parties contractantes

- 1) Lorsque la législation applicable y autorise, l'Office d'une partie contractante auquel le Bureau international a notifié une extension à cette partie contractante, selon l'article 3ter. 1) ou 2), de la protection résultant d'un enregistrement international aura la faculté de déclarer dans une notification de refus que la protection ne peut pas être accordée dans ladite partie contractante à la marque qui fait l'objet de cette extension. Un tel refus ne pourra être fondé que sur les motifs qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, dans le cas d'une marque déposée directement auprès de l'Office qui notifie le refus. Toutefois, la protection ne pourra être refusée, même partiellement, pour le seul motif que la législation applicable n'autoriserait l'enregistrement que dans un nombre limité de classes ou pour un nombre limité de produits ou de services.
- 2) a) Tout Office qui voudra exercer cette faculté devra notifier son refus au Bureau international, avec indication de tous les motifs, dans le délai prévu par la loi applicable à cet Office et au plus tard, sous réserve des sous-alinéas b) et c), avant l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle la notification de l'extension visée à l'alinéa 1) a été envoyée à cet Office par le Bureau international.
 - b) Nonobstant le sous-alinéa a), toute partie contractante peut déclarer que, pour les enregistrements internationaux effectués en vertu du présent Protocole, le délai d'un an visé au sous-alinéa a) est remplacé par 18 mois.
 - c) Une telle déclaration peut en outre préciser que, lorsqu'un refus de protection peut résulter d'une opposition à l'octroi de la protection, ce refus peut être notifié au Bureau international par l'Office de ladite partie contractante après l'expiration du délai de 18 mois. Un tel Office peut, à l'égard d'un enregistrement international donné, notifier un refus de protection après l'expiration du délai de 18 mois, mais seulement si
 - i) il a, avant l'expiration du délai de 18 mois, informé le Bureau international de la possibilité que des oppositions soient déposées après l'expiration du délai de 18 mois, et que
 - ii) la notification du refus fondé sur une opposition est effectuée dans un délai maximum de sept mois à compter de la date à laquelle commence à courir le délai d'opposition; si le délai d'opposition expire avant les sept mois, la notification doit être effectuée dans un délai d'un mois à compter de l'expiration dudit délai d'opposition.
 - d) Toute déclaration selon les sous-alinéas b) ou c) peut être faite dans les instruments visés à l'article 14.2), et la date à laquelle la déclaration prendra effet sera la même que la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'Etat ou de l'organisation intergouvernementale qui a fait la déclaration. Une telle déclaration peut également être faite ultérieurement, auquel cas la déclaration prendra effet trois mois après sa réception par le Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé "le Directeur général"), ou à toute date ultérieure indiquée dans la déclaration, à l'égard des enregistrements internationaux dont la date est la même que celle à laquelle la déclaration prend effet ou est postérieure à cette date.
 - e) A l'expiration d'une période de dix ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, l'Assemblée procédera à une vérification du fonctionnement du système établi par les sous-alinéas a) à d). Après cela, les dispositions desdits sous-alinéas pourront être modifiées par une décision unanime de l'Assemblée.
- 3) Le Bureau international transmettra sans retard au titulaire de l'enregistrement international un des exemplaires de la notification de refus. Ledit titulaire aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait

été directement déposée par lui auprès de l'Office qui a notifié son refus. Lorsque le Bureau international aura reçu une information selon l'alinéa 2)c)i), il transmettra sans retard ladite information au titulaire de l'enregistrement international.

- 4) Les motifs de refus d'une marque seront communiqués par le Bureau international aux intéressés qui lui en feront la demande.
- 5) Tout Office qui n'a pas notifié au Bureau international, à l'égard d'un enregistrement international donné, un refus provisoire ou définitif, conformément aux alinéas 1) et 2), perdra, à l'égard de cet enregistrement international, le bénéfice de la faculté prévue à l'alinéa 1).
- 6) L'invalidation, par les autorités compétentes d'une partie contractante, des effets, sur le territoire de cette partie contractante, d'un enregistrement international ne pourra être prononcée sans que le titulaire de cet enregistrement international ait été mis en mesure de faire valoir ses droits en temps utile. L'invalidation sera notifiée au Bureau international.

Article 5^{bis}

Pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments de la marque

Les pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments contenus dans les marques, tels que armoiries, écussons, portraits, distinctions honorifiques, titres, noms commerciaux ou noms de personnes autres que celui du déposant, ou autres inscriptions analogues, qui pourraient être réclamées par les Offices des parties contractantes, seront dispensées de toute légalisation, ainsi que de toute certification autre que celle de l'Office d'origine.

Article 5^{ter}

Copie des mentions figurant au registre international; recherches d'antériorité; extraits du registre international

- 1) Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant le paiement d'une taxe fixée par le règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le registre international relativement à une marque déterminée.
- 2) Le Bureau international pourra aussi, contre rémunération, se charger de faire des recherches d'antériorité parmi les marques qui font l'objet d'enregistrements internationaux.
- 3) Les extraits du registre international demandés en vue de leur production dans une des parties contractantes seront dispensés de toute légalisation.

Article 6

Durée de validité de l'enregistrement international; dépendance et indépendance de l'enregistrement international

- 1) L'enregistrement d'une marque au Bureau international est effectué pour dix ans, avec possibilité de renouvellement dans les conditions fixées à l'article 7.
- 2) A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'enregistrement international, celui-ci devient indépendant de la demande de base ou de l'enregistrement qui en est issu, ou de l'enregistrement de base, selon le cas, sous réserve des dispositions suivantes.
- 3) La protection résultant de l'enregistrement international, ayant ou non fait l'objet d'une transmission, ne pourra plus être invoquée si, avant l'expiration de cinq ans à compter de la date de l'enregistrement international, la demande de base ou l'enregistrement qui en est issu, ou l'enregistrement de base, selon le cas, a fait l'objet d'un retrait, a expiré ou a fait l'objet d'une renonciation ou d'une décision finale de rejet, de révocation, de radiation ou d'invalidation, à l'égard de l'ensemble ou de certains des produits et des services énumérés dans l'enregistrement international. Il en sera de même si
 - i) un recours contre une décision refusant les effets de la demande de base,
 - ii) une action visant au retrait de la demande de base ou à la révocation, à la radiation ou à l'invalidation de l'enregistrement qui est issu de la demande de base, ou de l'enregistrement de base, ou
 - iii) une opposition à la demande de base

aboutit, après l'expiration de la période de cinq ans, à une décision finale de rejet, de révocation, de radiation ou d'invalidation, ou exigeant le retrait, de la demande de base ou de l'enregistrement qui en est issu, ou de l'enregistrement de base, selon le cas, à condition que le recours, l'action ou l'opposition en question ait commencé avant l'expiration de ladite période. Il en sera aussi de même si la demande de base est retirée, ou si l'enregistrement qui est issu de la demande de base, ou l'enregistrement de base, fait l'objet d'une renonciation, après l'expiration de la période de cinq ans, à condition que, lors du retrait ou de la renonciation, ladite demande ou ledit enregistrement fasse l'objet d'une procédure visée au point i), ii) ou iii) et que cette procédure ait commencé avant l'expiration de ladite période.

4) L'Office d'origine notifiera au Bureau international, comme prescrit dans le règlement d'exécution, les faits et les décisions pertinents en vertu de l'alinéa 3), et le Bureau international informera les parties intéressées et procédera à toute publication correspondante, comme prescrit dans le règlement d'exécution. L'Office d'origine demandera, le cas échéant, au Bureau international de radier, dans la mesure applicable, l'enregistrement international, et le Bureau international donnera suite à sa demande.

Article 7

Renouvellement de l'enregistrement international

- 1) Tout enregistrement international peut être renouvelé pour une période de dix ans à compter de l'expiration de la période précédente, par le simple paiement de l'émolument de base et, sous réserve de l'article 8.7), des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments prévus à l'article 8.2).
- 2) Le renouvellement ne pourra apporter aucune modification à l'enregistrement international en son dernier état.
- 3) Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international rappellera au titulaire de l'enregistrement international et, le cas échéant, à son mandataire, par l'envoi d'un avis officiel, la date exacte de cette expiration.
- 4) Moyennant le versement d'une surtaxe fixée par le règlement d'exécution, un délai de grâce de six mois sera accordé pour le renouvellement de l'enregistrement international.

Article 8

Taxes pour la demande internationale et l'enregistrement international

- 1) L'Office d'origine aura la faculté de fixer à son gré et de percevoir à son profit une taxe qu'il réclamera au déposant ou au titulaire de l'enregistrement international à l'occasion du dépôt de la demande internationale ou à l'occasion du renouvellement de l'enregistrement international.
- 2) L'enregistrement d'une marque au Bureau international sera soumis au règlement préalable d'un émolument international qui comprendra, sous réserve des dispositions de l'alinéa 7)a),
 - i) un émolument de base;
 - ii) un émolument supplémentaire pour toute classe de la classification internationale en sus de la troisième dans laquelle seront rangés les produits ou services auxquels s'applique la marque;
 - iii) un complément d'émolument pour toute demande d'extension de protection conformément à l'article 3^{ter}.
- 3) Toutefois, l'émolument supplémentaire spécifié à l'alinéa 2)ii) pourra être réglé dans un délai fixé par le règlement d'exécution, si le nombre des classes de produits ou services a été fixé ou contesté par le Bureau international et sans qu'il soit porté préjudice à la date de l'enregistrement international. Si, à l'expiration dudit délai, l'émolument supplémentaire n'a pas été payé ou si la liste des produits ou services n'a pas été réduite par le déposant dans la mesure nécessaire, la demande internationale sera considérée comme abandonnée.

Le produit annuel des diverses recettes de l'enregistrement international, à l'exception des recettes provenant des émoluments visés à l'alinéa 2)ii) et iii), sera réparti à parts égales entre les parties contractantes par les soins du bureau international, après déduction des frais et charges nécessités par l'exécution du présent Protocole.

- 5) Les sommes provenant des émoluments supplémentaires visés à l'alinéa 2)ii) seront réparties, à l'expiration de chaque année les parties contractantes intéressées proportionnellement au nombre de marques pour lesquelles la protection aura été demandée dans chacune d'elles durant l'année, écoulée ce nombre étant affecté, en ce qui concerne les parties contractantes qui procèdent à un examen, d'un coefficient qui sera déterminé le règlement d'exécution.
- 6) Les sommes provenant des compléments d'émoluments visés à l'alinéa 2)ii) seront réparties selon les mêmes règles que celles qui sont prévues à l'alinéa 5).
- 7)a) Toute partie contractante peut déclarer que, à l'égard de chaque enregistrement international dans lequel elle est mentionnée selon l'article 3ter, ainsi qu'à l'égard du renouvellement d'un tel enregistrement international, elle veut recevoir, au lieu d'une part du revenu provenant des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments, une taxe (ci-après dénommée "la taxe individuelle") dont le montant est indiqué dans la déclaration, et qui peut être modifié dans des déclarations ultérieures, mais qui ne peut pas être supérieur à un montant équivalant au montant, après déduction des économies résultant de la procédure internationale, que l'Office de ladite partie contractante aurait le droit de recevoir d'un déposant pour un enregistrement de dix ans, ou du titulaire d'un enregistrement pour un renouvellement de dix ans de cet enregistrement, de la marque dans le registre dudit Office. Lorsqu'une telle taxe individuelle doit être payée.
- i) aucun émolument supplémentaire visé à l'alinéa 2)ii) ne sera dû si uniquement des parties contractantes qui ont fait une déclaration selon le présent sous-alinéa sont mentionnées selon l'article 3ter, et
 - ii) aucun complément d'émolument visé à l'alinéa 2)iii) ne sera dû à l'égard de toute partie contractante qui a fait une déclaration selon le présent sous-alinéa.
- b) Toute déclaration selon le sous-alinéa a) peut être faite dans les instruments visés à l'article 14.2), et la date à laquelle la déclaration prendra effet sera la même que la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de l'Etat ou de l'organisation inter-gouvernementale qui a fait la déclaration. Une telle déclaration peut également être faite ultérieurement, auquel cas la déclaration prendra effet trois mois après sa réception par le Directeur général, ou à toute date ultérieure indiquée dans la déclaration, à l'égard des enregistrements internationaux dont la date est la même que celle à laquelle la déclaration prend effet ou est postérieure à cette date.

Article 9

Inscription d'un changement de titulaire de l'enregistrement international

A la requête de la personne au nom de laquelle est inscrit l'enregistrement international, ou à la requête d'un Office intéressé faite d'office ou sur demande d'une personne intéressée, le Bureau international inscrit au registre international tout changement de titulaire de cet enregistrement, à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes sur le territoire desquelles ledit enregistrement a effet et à l'égard de tout ou partie des produits et des services énumérés dans l'enregistrement, sous réserve que le nouveau titulaire soit une personne qui, selon l'article 2.1), est habilitée à déposer des demandes internationales.

Article 9bis

Certaines inscriptions concernant un enregistrement international

Le Bureau international inscrira au registre international

- i) toute modification concernant le nom ou l'adresse du titulaire de l'enregistrement international
- ii) la constitution d'un mandataire du titulaire de l'enregistrement international et toute autre donnée pertinente concernant un tel mandataire,
- iii) toute limitation, à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes, des produits et des services énumérés dans l'enregistrement international,
- iv) toute renonciation, radiation ou invalidation de l'enregistrement international à l'égard de l'ensemble ou de certaines des parties contractantes,
- v) toute autre donnée pertinente, identifiée dans le règlement d'exécution, concernant les droits sur une marque qui fait l'objet d'un enregistrement international.

Article 9^{ter}

Taxes pour certaines inscriptions

Toute inscription faite selon l'article 9 ou selon l'article 9^{bis} peut donner lieu au paiement d'une taxe.

Article 9^{quater}

Office commun de plusieurs Etats contractants

- 1) Si plusieurs Etats contractants conviennent de réaliser l'unification de leurs lois nationales en matière de marques, ils pourront notifier au Directeur général
 - i) qu'un Office commun se substituera à l'Office national de chacun d'eux, et
 - ii) que l'ensemble de leurs territoires respectifs devra être considéré comme un seul Etat pour l'application de tout ou partie des dispositions qui précèdent le présent article ainsi que des dispositions des articles 9^{quinquies} et 9^{sexies}.
- 2) Cette notification ne prendra effet que trois mois après la date de la communication qui en sera faite par le Directeur général aux autres parties contractantes.

Article 9^{quinquies}

Transformation d'un enregistrement international en demandes nationales ou régionales

Lorsque, au cas où l'enregistrement international est radié à la requête de l'Office d'origine en vertu de l'article 6.4), à l'égard de tout ou partie des produits et des services énumérés dans ledit enregistrement, la personne qui était le titulaire de l'enregistrement international dépose une demande d'enregistrement de la même marque auprès de l'Office de l'une des parties contractantes sur le territoire desquelles l'enregistrement international avait effet, cette demande sera traitée comme si elle avait été déposée à la date de l'enregistrement international selon l'article 3.4) ou à la date d'inscription de l'extension territoriale selon l'article 3^{ter}.2) et, si l'enregistrement international bénéficiait d'une priorité, ladite demande bénéficiera de la même priorité, sous réserve

- i) que ladite demande soit déposée dans les trois mois à compter de la date à laquelle l'enregistrement international a été radié,
- ii) que les produits et services énumérés dans la demande soient couverts en fait par la liste des produits et des services figurant dans l'enregistrement international à l'égard de la partie contractante intéressée, et
- iii) que ladite demande soit conforme à toutes les exigences de la législation applicable, y compris celles qui ont trait aux taxes.

Article 9^{sexies}

Sauvegarde de l'Arrangement de Madrid (Stockholm)

- 1) Lorsque, en ce qui concerne une demande internationale donnée ou un enregistrement international donné, l'Office d'origine est l'Office d'un Etat qui est partie à la fois au présent Protocole et à l'Arrangement de Madrid (Stockholm), les dispositions du présent Protocole n'ont pas d'effet sur le territoire de tout autre Etat qui est également partie à la fois au présent Protocole et à l'Arrangement de Madrid (Stockholm).
- 2) L'Assemblée peut, à la majorité des trois quarts, abroger l'alinéa 1), ou restreindre la portée de l'alinéa 1) après l'expiration d'un délai de dix ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, mais pas avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle la majorité des pays parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) sont devenus parties au présent Protocole. Seuls les Etats qui sont parties à l'Arrangement et au présent Protocole auront le droit de prendre part au vote de l'Assemblée.

Article 10

Assemblée

- 1) a) Les parties contractantes sont membres de la même Assemblée que les pays parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm).
 - b) Chaque partie contractante est représentée dans cette Assemblée par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.
 - c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par la partie contractante qui a désignée, à l'exception des frais de voyage et des indemnités de séjour pour un délégué de chaque partie contractante qui sont à la charge de l'Union.
- 2) L'Assemblée, outre les fonctions qui lui incombent en vertu de l'Arrangement de Madrid (Stockholm),
 - i) traite de toutes les questions concernant l'application du présent Protocole;
 - ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de révision du présent Protocole, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union qui ne sont pas parties au présent Protocole;
 - iii) adopte et modifie les dispositions du règlement d'exécution qui concernent l'application du présent Protocole;
 - iv) s'acquitte de toutes autres fonctions qu'implique le présent Protocole.
- 3) a) Chaque partie contractante dispose d'une voix dans l'Assemblée. Sur les questions qui concernent uniquement les pays qui sont parties à l'Arrangement de Madrid (Stockholm), les parties contractantes qui ne sont pas parties à l'Arrangement n'ont pas le droit de vote, tandis que, sur les questions qui concernent uniquement les parties contractantes, seules ces dernières ont le droit de vote.
 - b) La moitié des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur une question donnée constitue le quorum aux fins du vote sur cette question.
 - c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa b), si, lors d'une session, le nombre des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur une question donnée et qui sont représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur cette question, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur ladite question et qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre desdits membres ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de membres qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.
 - d) Sous réserve des dispositions des articles 5.2)e), 9^{sexies}.2), 12 et 13.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.
 - e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.
 - f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul membre de l'Assemblée et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.
- 4) En plus de ses réunions en sessions ordinaires et en sessions extraordinaires conformément à l'Arrangement de Madrid (Stockholm), l'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des membres de l'Assemblée qui ont le droit de vote sur les questions qu'il est proposé d'inclure dans l'ordre du jour de la session. L'ordre du jour d'une telle session extraordinaire est préparé par le Directeur général.

Article 11

Bureau international

- 1) Les tâches relatives à l'enregistrement international selon le présent Protocole ainsi que les autres tâches administratives concernant le présent Protocole sont assurées par le Bureau international.
- 2) a) Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de révision du présent Protocole.
 - b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation desdites conférences de révision.

- c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans lesdites conférences de révision.
- 3) Le Bureau international exécute toutes autres tâches concernant le présent Protocole qui lui sont attribuées.

Article 12

Finances

En ce qui concerne les parties contractantes, les finances de l'Union sont régies par les mêmes dispositions que celles qui figurent à l'article 12 de l'Arrangement de Madrid (Stockholm), étant entendu que tout renvoi à l'article 8 du présent Protocole. En outre, aux fins de l'article 12.6)b) dudit Arrangement, les organisations contractantes sont, sous réserve d'une décision unanime contraire de l'Assemblée, considérées comme appartenant à la classe de contribution I (un) selon la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 13

Modification de certains articles du Protocole

- 1) Des propositions de modification des articles 10, 11, 12 et du présent article peuvent être présentées par toute partie contractante ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux parties contractantes six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.
- 2) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toute modification de l'article 10 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.
- 3) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des Etats et des organisations inter-gouvernementales qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée et qui avaient le droit de voter sur la modification. Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les Etats et organisations intergouvernementales qui sont des parties contractantes au moment où la modification entre en vigueur ou qui le deviennent à une date ultérieure.

Article 14

Modalités pour devenir partie au Protocole; entrée en vigueur

- 1)a) Tout Etat partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle peut devenir partie au présent Protocole.
- b) En outre, toute organisation intergouvernementale peut également devenir partie au présent Protocole lorsque les conditions suivantes sont remplies;
 - i) au moins un des Etats membres de cette organisation est partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
 - ii) ladite organisation possède un Office régional aux fins de l'enregistrement de marques ayant effet sur le territoire de l'organisation, sous réserve qu'un tel Office ne fasse pas l'objet d'une notification en vertu de l'article 9quater.
- 2) Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1) peut signer le présent Protocole. Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1) peut, s'il a signé le présent Protocole, déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole ou, s'il n'a pas signé le présent Protocole, déposer un instrument d'adhésion au présent Protocole.
- 3) Les instruments visés à l'alinéa 2) sont déposés auprès du Directeur général.
- 4)a) Le présent Protocole entre en vigueur trois mois après le dépôt de quatre instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, sous réserve qu'au moins un de ces instruments ait été déposé par un pays partie à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) et qu'au moins un autre de ces instruments ait été déposé par un Etat non partie à l'Arrangement de Madrid (Stockholm) ou par une des organisations visées à l'alinéa 1)b).
- b) A l'égard de tout autre Etat ou organisation visé à l'alinéa 1), le présent Protocole entre en vigueur

trois mois après la date à laquelle sa ratification, son acceptation, son approbation ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général.

- 5) Tout Etat ou organisation visé à l'alinéa 1) peut, lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole, ou de son instrument d'adhésion audit Protocole, déclarer que la protection résultant d'un enregistrement international effectué en vertu du présent Protocole avant la date d'entrée en vigueur dudit Protocole à son égard ne peut faire l'objet d'une extension à son égard.

Article 15

Dénonciation

- 1) Le présent Protocole demeure en vigueur sans limitation de durée.
- 2) Toute partie contractante peut dénoncer le présent Protocole par notification adressée au Directeur général.
- 3) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.
- 4) La faculté de dénonciation prévue par le présent article ne peut être exercée par une partie contractante avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole est entré en vigueur à l'égard de cette partie contractante.
- 5) a) Lorsqu'une marque fait l'objet d'un enregistrement international ayant effet, dans l'Etat ou l'organisation intergouvernementale qui dénonce le présent Protocole, à la date à laquelle la dénonciation devient effective, le titulaire dudit enregistrement peut déposer, auprès de l'Office dudit Etat ou de ladite organisation, une demande d'enregistrement de la même marque, qui sera traitée comme si elle avait été déposée à la date de l'enregistrement international selon l'article 3.4) ou à la date d'inscription de l'extension territoriale selon l'article 3^{er}.2) et qui, si l'enregistrement bénéficiait de la priorité, bénéficiera de la même priorité, sous réserve
 - i) que ladite demande soit déposée dans les deux ans à compter de la date à laquelle la dénonciation est devenue effective,
 - ii) que les produits et services énumérés dans la demande soient couverts en fait par la liste des produits et des services figurant dans l'enregistrement international à l'égard de l'Etat ou de l'organisation intergouvernementale qui a dénoncé le présent Protocole, et
 - iii) que ladite demande soit conforme à toutes les exigences de la législation applicable, y compris celles qui ont trait aux taxes.
- b) Les dispositions du sous- alinéa a) s'appliquent aussi à l'égard de toute marque qui fait l'objet d'un enregistrement international ayant effet, dans des parties contractantes autres que l'Etat ou l'organisation intergouvernementale qui dénonce le présent Protocole, à la date à laquelle la dénonciation, n'est plus habilitée à déposer des demandes internationales selon l'article 2.1).

Article 16

Signature; langues; fonctions de dépositaire

- 1) a) Le présent Protocole est signé en un seul exemplaire en langues française, anglaise et espagnole et est déposé auprès du Directeur général lorsqu'il est plus ouvert à la signature à Madrid. Les textes dans les trois langues font également foi.
- b) Des textes officiels du présent Protocole sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements et organisations intéressés, dans les langues allemande, arabe, chinoise, italienne, japonaise, portugaise et russe, et dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.
- 2) Le présent Protocole reste ouvert à la signature, à Madrid, jusqu'au 31 décembre 1989.
- 3) Le Directeur général transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de l'Espagne, des textes signés du présent Protocole à tous les Etats et organisations intergouvernementales qui peuvent devenir parties au présent Protocole.
- 4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Protocole auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.
- 5) Le Directeur général notifie à tous les Etats et organisations internationales qui peuvent devenir parties ou sont parties au présent Protocole les signatures, les dépôts d'instruments de ratification, d'acceptation,

'approbation ou 'adhésion, ainsi que l'entrée en vigueur du présent Protocole et de toute modification de celui-ci, toute notification de dénonciation et toute déclaration prévue dans le présent Protocole.

PROTOKOL

KOJI SE ODNOSI NA MADRIDSKI ARANŽMAN O MEĐUNARODNOM REGISTROVANJU ŽIGOVA USVOJEN U MADRIDU 27. JUNA 1989. GODINE

Član 1

Članstvo u Madridskoj uniji

Države članice ovog Protokola (u daljem tekstu "države ugovornice"), čak i ako nisu članice Madridskog aranžmana o međunarodnom registrovanju žigova revidiranog u Stokholmu 1967. i izmenjenog 1979 (u daljem tekstu "Madridski (Stokholmski) aranžman"), i organizacije navedene u članu 14(1)(b) koje su članice ovog Protokola (u daljem tekstu "organizacije ugovornice"), članice su iste Unije čije su članice i države članice Madridskog (Stokholmskog) aranžmana. U ovom Protokolu izraz "strane ugovornice" označava kako države ugovornice tako i organizacije ugovornice.

Član 2

Obezbeđivanje zaštite preko međunarodnog registrovanja

- (1) Kada je prijava za registrovanje žiga podneta u Zavodu strane ugovornice ili kada je žig registrovan u registru Zavoda strane ugovornice, lice koje je podnosilac te prijave (u daljem tekstu "osnovna prijava") ili nosilac prava na taj registrovani žig (u daljem tekstu "osnovna registracija") može, na osnovu odredaba ovog Protokola da obezbedi zaštitu žiga na teritoriji strana ugovornica, registrovanjem tog žiga u registru Međunarodnog biroa Svetske organizacije za intelektualnu svojinu (u daljem tekstu "međunarodna registracija", "Međunarodni registar", "Međunarodni biro" i "Organizacija"), pod uslovom da je:
 - (i) kada je podneta osnovna prijava u Zavodu države ugovornice ili kada je izvršena osnovna registracija u tom Zavodu, lice koje je podnosilac te prijave ili nosilac prava na taj registrovani žig pripadnik te države ugovornice, ili ima boravište ili stvarno i ozbiljno industrijsko ili trgovinsko preduzeće u navedenoj državi ugovornici;
 - (ii) kada je osnovna prijava podneta u Zavodu organizacije ugovornice ili kada je izvršena osnovna registracija u tom Zavodu, lice koje je podnosilac te prijave ili nosilac prava na taj registrovani žig pripadnik države članice te organizacije ugovornice ili ima boravište ili stvarno i ozbiljno industrijsko ili trgovinsko preduzeće na teritoriji navedene organizacije ugovornice.
- (2) Prijava za međunarodno registrovanje (u daljem tekstu "međunarodna prijava") mora da se podnese Međunarodnom birou posredstvom Zavoda kod koga je podneta osnovna prijava ili gde je izvršena osnovna registracija (u daljem tekstu "Zavod porekla"), zavisno od slučaja.
- (3) U ovom Protokolu izraz "Zavod" ili "Zavod strane ugovornice" označava zavod koji je nadležan da za račun države ugovornice registruje žigove, a izraz "žigovi" označava kako robne tako i uslužne žigove.
- (4) U ovom Protokolu izraz "teritorija strane ugovornice" znači, kada je strana ugovornica - država, teritoriju te države, a kada je Strana ugovornica međuvladina organizacija, teritoriju na kojoj se primenjuje konstitutivni ugovor te međuvladine organizacije.

Član 3

Međunarodna prijava

- (1) Svaka međunarodna prijava u smislu ovog Protokola podnosi se na obrascu propisanom Pravilnikom za izvršenje. Zavod porekla potvrđuje da podaci koji su navedeni u međunarodnoj prijavi odgovaraju podacima koji se, u vreme tog potvrđivanja, nalaze u osnovnoj prijavi ili osnovnoj registraciji, zavisno od slučaja. Osim toga, navedeni zavod naznačava:
 - (i) u slučaju osnovne prijave, datum i broj te prijave,
 - (ii) u slučaju osnovne registracije, datum i broj te registracije kao i datum i broj prijave iz koje proističe osnovna registracija.Zavod porekla naznačava i datum međunarodne prijave.
- (2) Podnosilac prijave mora da naznači proizvode i usluge za koje se traži zaštita i, ako je moguće, odgovarajuću klasu, odnosno klase, prema klasifikaciji ustanovljenoj Ničanskim aranžmanom o međunarodnoj klasifikaciji proizvoda i usluga u cilju registrovanja žigova. Ako podnosilac prijave ovo ne učini, Međunarodni biro klasifikuje proizvode i usluge u odgovarajuće klase po navedenoj klasifikaciji. Naznačenje klasa od strane

podnosioca prijave kontroliše Međunarodni biro koji tu kontrolu vrši u saradnji sa zavodom porekla. U slučaju neslaganja između navedenog Zavoda i Međunarodnog biroa, odlučujuće je mišljenje Međunarodnog biroa.

- (3) Ako podnositelj prijave traži boju kao distinktivan element svog žiga, od njega se zahteva:
- (i) da to potvrdi i da uz međunarodnu prijavu dostavi izjavu u kojoj se navodi boja ili kombinacija traženih boja;
 - (ii) da priloži uz međunarodnu prijavu primerke tog znaka u boji koji će biti priloženi saopštenjima Međunarodnog biroa; broj tih primeraka biće određen Pravilnikom za izvršenje.
- (4) Međunarodni biro će odmah registrovati žigove prijavljene u skladu sa članom 2. Međunarodna registracija nosi datum prijema međunarodne prijave od strane Zavoda porekla, pod uslovom da je međunarodna prijava primljena u Međunarodni biro u roku od dva meseca od tog datuma. Ako međunarodna prijava nije primljena u tom roku, međunarodna registracija će nositi datum kada je ta međunarodna prijava primljena u Međunarodni biro. Međunarodni biro obaveštava bez odlaganja zainteresovane Zavode o međunarodnom registrovanju. Žigovi registrovani u Međunarodnom registru objavljuju se u periodičnom službenom glasilu koji izdaje Međunarodni biro na osnovu podataka navedenih u međunarodnoj prijavi.
- (5) Radi potrebnog objavljivanja žigova koji su registrovani u Međunarodnom registru, svaki Zavod prima od Međunarodnog biroa, izvestan broj besplatnih primeraka navedenog glasila i izvestan broj primeraka po sniženoj ceni pod uslovima koje je utvrdila Skupština utvrđena članom 10 (u daljem tekstu "Skupština"). Takva objava će se smatrati dovoljnom za potrebe svih strana ugovornica, i nije potrebno tražiti nikakvu drugu objavu od nosioca međunarodne registracije.

bis</sup>>

bis'>Član 3^{bis}

Teritorijalno dejstvo

Zaštita koja proističe iz međunarodne registracije proširiće se na svaku stranu ugovornicu samo na zahtev lica koje podnosi međunarodnu prijavu ili koje je nosilac međunarodne registracije. Međutim, takav zahtev se ne može podneti za stranu ugovornicu čiji je Zavod - Zavod porekla.

ter</sup>>

ter'>Član 3^{ter}

Zahtev za "Teritorijalno proširenje"

- (1) Svaki zahtev za proširenje zaštite, koja proističe iz međunarodne registracije na bilo koju stranu ugovornicu, mora posebno da se navede u međunarodnoj prijavi.
- (2) Zahtev za teritorijalno proširenje može da se podnese i posle međunarodnog registrovanja. Takav zahtev podnosi se i na obrascu propisanom pravilnikom za izvršenje. On će biti odmah upisan od strane Međunarodnog biroa koji će o tom upisu bez odlaganja obavestiti zainteresovani Zavod, odnosno Zavode. Ovaj upis biće objavljen u periodičnom službenom glasilu Međunarodnog biroa. Ovo teritorijalno proširenje stupa na snagu od dana upisa u Međunarodni registar; ono prestaje da važi po isteku međunarodne registracije na koju se odnosi.

Član 4

Dejstvo međunarodne prijave

- (1)(a) Od dana registrovanja ili upisa izvršenog u skladu sa odredbama čl. 3. i 3^{ter}, zaštita žigova u svakoj strani ugovornici na koju se odnosi mora biti ista kao i u slučaju kada je žig podnet neposredno Zavodu te strane ugovornice. Ako nijedno odbijanje nije dostavljeno Međunarodnom birou u skladu sa članom 5(1) i (2) ili ako je odbijanje dostavljeno u skladu sa navedenim članom kasnije povučeno, zaštita žiga u strani ugovornici na koju se odnosi biće, od navedenog dana, ista kao da je taj žig bio registrovan od strane Zavoda te strane ugovornice.
- (b) Naznačenje klasa proizvoda i usluga predviđeno članom 3. ne obavezuje strane ugovornice u pogledu određivanja obima zaštita žiga.
- 2) Svaka međunarodna registracija uživa pravo prvenstva predviđeno članom 4. Pariske konvencije za zaštitu industrijske svojine, bez potrebe da se ispune formalnosti propisane u Odeljku D tog člana.

bis</sup>>

bis'>Član 4^{bis}

Zamenjivanje nacionalne ili regionalne registracije međunarodnom registracijom

- (1) Kada je žig, koji je predmet nacionalne ili regionalne registracije u Zavodu strane ugovornice, takođe i predmet međunarodne registracije i kada su obe registracije upisane na ime istog lica, smatra se da međunarodna registracija zamenjuje nacionalnu ili regionalnu registraciju, bez štete po prava stečena poslednjim registrovanjem, pod uslovom

- (i) da se zaštita koja proističe iz međunarodne registracije proširuje na navedenu stranu ugovornicu u smislu člana 3^{ter} (1) ili (2);
 - (ii) da svi proizvodi ili usluge navedeni u nacionalnoj ili regionalnoj registraciji budu navedeni i u međunarodnoj registraciji za navedenu stranu ugovornicu;
 - (iii) da takvo proširenje ima dejstvo posle datuma nacionalne ili regionalne registracije.
- (2) Zavod naveden u stavu (1) dužan je da, na zahtev, upiše u svoj registar međunarodno registrovanje.

Član 5

Odbijanje ili poništaj dejstva međunarodne registracije u odnosu na određene strane ugovornice

- (1) Kada zakonodavstvo koje se primenjuje to dopušta, Zavod strane ugovornice koji je obavešten od strane Međunarodnog biroa o proširenju zaštite na osnovu međunarodnog registrovanja na tu stranu ugovornicu u smislu članova 3^{ter} (1) ili (2), može da izjavi u obaveštenju o odbijanju da se ne može priznati zaštita u toj strani ugovornici za žig koji je predmet takvog proširenja. Takvo odbijanje može se zasnovati samo na razlozima koji se primenjuju, u smislu Pariske konvencije o zaštiti industrijske svojine, u slučaju žiga koji je podnet neposredno Zavodu koji saopštava odbijanje. Međutim, zaštita ne može da se odbije, ni delimično, samo iz razloga što zakon koji se primenjuje dozvoljava registrovanje samo u ograničenom broju klasa ili samo u ograničenom broju proizvoda ili usluga.
- (2)(a) Svaki Zavod koji želi da se koristi tim pravom obavestiće o svom odbijanju Međunarodni biro, navodeći sve razloge, u roku predviđenom zakonom koji se primenjuje u tom Zavodu a najkasnije, izuzev u slučajevima predviđenim tač. (b) i (c), pre isteka roka od godinu dana od dana kada je obaveštenje o proširenju navedeno u stavu (1) poslato Zavodu od strane Međunarodnog biroa.
- (b) Bez obzira na tačku (a), svaka strana ugovornica može da izjavi da se za međunarodne registracije izvršene u skladu sa ovim Protokolom, rok od godinu dana naveden u tački (a) zamenjuje sa 18 meseci.
- (c) U takvoj izjavi može takođe da se navede da, kada se zaštita odbija zbog izjavljenog prigovora na zaštitu, obaveštenje o takvom odbijanju može da bude upućeno Međunarodnom birou od strane Zavoda navedene strane ugovornice po isteku roka od 18 meseci. Taj Zavod može da, u odnosu na datu međunarodnu registraciju, obavesti o odbijanju zaštite po isteku roka od 18 meseci, ali samo ako je:
- (i) pre isteka roka od 18 meseci, obavestio Međunarodni biro o mogućnosti da se postupak po prigovoru pokrene posle isteka roka od 18 meseci, i
 - (ii) ako je obaveštenje o odbijanju zasnovano na prigovoru učinjeno u roku koji nije duži od sedam meseci od dana kada počinje rok za prigovor; ako rok za prigovor ističe pre roka od sedam meseci, obaveštenje mora da se učini u roku od mesec dana od isteka roka za prigovor.
- (d) Svaka izjava u smislu tač. (b) ili (c) može da se podnese u instrumentima navedenim u članu 14(2), a dan stupanja izjave na snagu je isti kao i dan stupanja na snagu ovog Protokola za države ili međudržavne organizacije koje su podnele izjavu. Takva izjava može da se podnese i kasnije u kom slučaju izjava proizvodi pravno dejstvo tri meseca posle prijema od strane Generalnog direktora Organizacije (u daljem tekstu "Generalni direktor") ili bilo kog kasnijeg datuma naznačenog u izjavi u odnosu na bilo koju međunarodnu registraciju čiji je datum isti ili kasniji od dana stupanja ove izjave na snagu.
- (e) Po isteku perioda od 10 godina od stupanja Protokola na snagu, Skupština će ispitati delovanje sistema ustanovljenog tač. (a) do (d). Stoga, odredbe navedenih tačaka moći će da se menjaju na osnovu jednoglasne odluke Skupštine.
- (3) Međunarodni biro će, bez odlaganja, dostaviti jednu od kopija obaveštenja o odbijanju nosiocu međunarodne registracije. Pomenuti nosilac će imati iste pravne lekove kao i da je on žig neposredno podneo Zavodu koji je podneo izjavu o njegovom odbijanju. Kada Međunarodni biro bude primio informacije u smislu stava (2)(c)(i), on će, bez odlaganja, dostaviti tu informaciju nosiocu međunarodne registracije.
- (4) Razloge za odbijanje žiga Međunarodni biro će dostaviti zainteresovanim licima koje to budu tražila.
- (5) Svaki Zavod koji nije obavestio Međunarodni biro, u vezi sa datom međunarodnom registracijom, o privremenom ili konačnom odbijanju u skladu sa st. (1) i (2), gubi pravo predviđeno stavom (1) u pogledu te međunarodne registracije.
- (6) Poništaj dejstava međunarodne registracije od strane nadležnih organa strane ugovornice, na teritoriji te strane ugovornice, ne može se izvršiti a da nosilac te međunarodne registracije nije blagovremeno dobio mogućnost da brani svoja prava. Međunarodni biro se obaveštava o poništaju.

bis</sup>>

Podnošenje dokaza o legitimnosti korišćenja izvesnih elemenata žiga

Podnošenje dokaza o legitimnosti korišćenja izvesnih elemenata sadržanih u žigu, kao što su plemićki grbovi, štitovi, portreti, obeležja, titule, trgovačka imena, imena lica koje nije podnosilac prijave ili drugi zapisi koje bi Zavod strana ugovornica mogla da zahtevaju, biće izuzeti od bilo kakve legalizacije kao i od bilo kakvog potvrđivanja koje nije od Zavoda porekla.

ter</sup>>

ter'>Član 5^{ter}

Kopije upisa u međunarodni registar; prethodno ispitivanje; izvod iz Međunarodnog registra

- (1) Međunarodni biro će izdati svakom licu koje to traži, uz plaćanje takse propisane Pravilnikom, kopiju upisa u Međunarodni registar koja se odnosi na određeni žig.
- (2) Međunarodni biro takođe može po izvršenom plaćanju, da izvrši prethodno ispitivanje među žigovima koji su predmet međunarodne registracije.
- (3) Izvodi iz Međunarodnog registra koji se traže da bi se uputili nekoj od strana ugovornica biće izuzeti od svake legalizacije.

Član 6

Period važenja međunarodne registracije; zavisnost i nezavisnost međunarodne registracije

- (1) Registracija žiga u Međunarodnom birou važi deset godina, uz mogućnost produženja pod uslovima navedenim u članu 7.
- (2) Po isteku perioda od pet godina od dana međunarodnog registrovanja, ta registracija postaje nezavisna u odnosu na osnovnu prijavu ili registraciju koja iz nje proističe ili u odnosu na osnovnu registraciju, zavisno od slučaja, u skladu sa sledećim odredbama.
- (3) Zaštita koja proizilazi iz međunarodne registracije, bez obzira da li je predmet prenosa prava, ne može dalje da se ostvaruje ako je, pre isteka pet godina od datuma međunarodne registracije, osnovna prijava ili registracija na osnovu nje, ili osnovna registracija, zavisno od slučaja, povučena, ako se od nje odustalo ili je predmet konačne odluke o odbacivanju, odbijanju, prestanku ili poništaju, za sve ili samo neke proizvode i usluge navedene u međunarodnoj prijavi. Ovo se primenjuje i ako
 - (i) žalba protiv odluke o odbijanju osnovne prijave;
 - (ii) tužba kojom se zahteva povlačenje osnove prijave ili odustanak, prestanak ili poništaj registracije koja proističe iz osnovne prijave ili osnovne registracije, ili
 - (iii) prigovor uz osnovnu prijavu posle isteka roka od pet godina dovede do konačne odluke o odbacivanju, odbijanju, prestanku ili poništaju ili odluke o povlačenju osnovne prijave ili registracije na osnovu nje ili osnovne registracije, zavisno od slučaja, pod uslovom da su takva žalba, tužba ili prigovor podneti pre isteka navedenog perioda. Isto se primenjuje i ako je osnovna prijava povučena ili kod odricanja od registracije iz osnovne prijave ili osnovne registracije po isteku perioda od pet godina, pod uslovom da je u vreme povlačenja ili odricanja, ta prijava ili registracija predmet postupka navedenog u tački (i), (ii) ili (iii) i da je taj postupak započeo pre isteka tog perioda.
- (4) Zavod porekla će, kao što je propisano Pravilnikom, da obavesti Međunarodni biro o činjenicama i odlukama relevantnim u smislu stava (3), a Međunarodni biro će, kao što je propisano Pravilnikom, da obavesti zainteresovane strane i to objavi na odgovarajući način. Zavod porekla će, kada je to moguće, zahtevati od Međunarodnog biroa, da poništi međunarodnu registraciju, u obimu koji smatra potrebnim, a Međunarodni biro će postupiti shodno tome.

Član 7

Obnavljanje međunarodne registracije

- (1) Svaka međunarodna registracija može da se obnovi za period od 10 godina od isteka prethodnog perioda samim plaćanjem osnovne takse i, u smislu člana 8 (7), dopunskih i dodatnih taksi predviđenih članom 8 (2).
- (2) Obnavljanje ne dovodi ni do kakve promene međunarodne registracije imajući u vidu njeno poslednje stanje.
- (3) Šest meseci pre isteka perioda zaštite, Međunarodni biro će, slanjem zvaničnog obaveštenja, podsetiti nosioca međunarodne registracije i njegovog punomoćnika, ako ga ima, o tačnom datumu isteka prava.
- (4) Na osnovu plaćanja doplate predviđene Pravilnikom, biće odobren dodatni rok od šest meseci za obnavljanje međunarodne registracije.

Član 8

Takse za međunarodnu prijavu i registraciju

- (1) Zavod porekla može da odredi, po sopstvenom diskrecionom pravu, i da sakupi u svoju korist, taksu koju može da traži od podnosioca prijave za međunarodno registrovanje ili od nosioca međunarodne registracije u vezi sa podnošenjem međunarodne prijave ili sa obnavljanjem međunarodne registracije.
- (2) Za registraciju međunarodnog žiga u Međunarodnom birou mora unapred da se uplati međunarodna taksa koja, u skladu sa odredbama stava (7)(a) sadrži,
 - (i) osnovnu taksu;
 - (ii) dopunsku taksu za svaku klasu međunarodne klasifikacije preko treće klase u koje će biti svrstane, proizvode i usluge na koje se primenjuje navedeni žig;
 - (iii) dodatnu taksu za svaki zahtev za proširenje zaštite u smislu člana 3^{ter}.
- (3) Međutim, dopunska taksa predviđena stavom (2)(ii) može, bez posledica po datum međunarodnog registrovanja, da se plati u periodu propisanom Pravilnikom ako je broj klasa proizvoda i usluga određen ili osporen od strane Međunarodnog biroa. Ako, po isteku navedenog roka, nije plaćena dopunska taksa ili ako podnosilac prijave nije smanjio listu proizvoda i usluga na zahtevani obim, smatra se da je međunarodna prijava napuštena.
- (4) Godišnji prihod od različitih uplata po osnovu međunarodnog registrovanja, uz izuzetak uplata od taksi navedenih u stavu (2)(ii) i (iii), deli se podjednako među stranama ugovornicama od strane Međunarodnog biroa, posle odbijanja troškova i tereta neophodnih za primenu ovog Protokola.
- (5) Iznos dobijen iz dopunskih taksi predviđenih u stavu (2)(ii) podeliće se, po isteku svake godine, među zainteresovanim stranama ugovornicama srazmerno broju žigova za čiju su zaštitu podneti zahtevi tokom te godine, a ovaj broj se množi u slučaju strane ugovornice koja vrši ispitivanje koeficijentom koji je određen u Pravilniku.
- (6) Iznos dobijen iz dodatnih taksi predviđenih stavom (2)(iii) podeliće se po istim pravilima kao što su ona predviđena stavom (5).
- (7)(a) Svaka strana ugovornica može da izjavi, u pogledu svake međunarodne registracije u kojoj je navedena u smislu člana 3^{ter}, kao i u pogledu obnavljanja takve međunarodne registracije, da želi da prima, umesto udela u prihodima po osnovu dopunskih i dodatnih taksi, taksu (u daljem tekstu "pojedinačnu taksu") čiji je iznos naznačen u izjavi, i koji može da se izmeni u daljim deklaracijama, ali koji ne može da bude viši od odgovarajućeg iznosa koji bi navedeni Zavod strane ugovornice imao pravo da primi od podnosioca prijave za desetogodišnju registraciju, ili od nosioca registracije za obnavljanje registracije u trajanju od deset godina, za žig upisan u registar neposredno kod tog Zavoda, a navedena svota se umanjuje za iznos troškova međunarodnog postupka. Kada se plaća takva pojedinačna taksa
 - (i) ne plaća se dodatna taksa predviđena stavom (2)(ii) ako su samo strane ugovornice koje su priložile izjavu u smislu ovog stava navedene prema članu 3^{ter} i
 - (ii) ne plaća se dopunska taksa u smislu stava (2)(iii) za bilo koju stranu ugovornicu koja je u smislu ove tačke priložila izjavu.
- (b) Svaka izjava u smislu tačke (a) može biti učinjena instrumentima predviđenim u smislu 14.(2), a dan kada izjava proizvodi pravno dejstvo je isti kao i dan stupanja na snagu ovog Protokola u odnosu na državu ili međunarodnu organizaciju koja je podnela izjavu. Takva izjava može i kasnije da bude podneta, u kom slučaju izjava proizvodi pravno dejstvo tri meseca posle prijema od strane Generalnog direktora, ili nekog kasnijeg datuma koji je naveden u izjavi u odnosu na međunarodnu registraciju čiji je datum isti kao i datum kada izjava proizvodi pravno dejstvo ili kasniji od tog datuma.

Član 9

Upis promene nosioca prava međunarodne registracije

Na zahtev lica na čije ime je upisana međunarodna registracija ili na zahtev zainteresovanog Zavoda koji je podnet po službenoj dužnosti, ili na zahtev zainteresovanog lica, Međunarodni biro upisuje u Međunarodni registar svaku promenu nosioca prava te registracije, za sve ili za neke strane ugovornice na čijim teritorijama ta registracija proizvodi pravno dejstvo i za sve ili za neke proizvode ili usluge navedene u registraciji, pod uslovom da je novi nosilac prava lice koje, u smislu člana 2(1), ima pravo da podnosi međunarodne prijave.

bis</sup></p>

bis'>Član 9^{bis}

Upis izvesnih podataka u vezi međunarodne registracije

Međunarodni biro će da upiše u Međunarodni registar

- (i) svaku promenu imena ili adrese nosioca međunarodne registracije,
- (ii) imenovanje punomoćnika nosioca međunarodne registracije i sve druge relevantne činjenice u vezi tog punomoćnika,
- (iii) svako ograničenje, u odnosu na sve ili samo na neke države ugovornice, proizvoda ili usluga navedenih u međunarodnoj registraciji;
- (iv) svako odricanje, prestanak ili poništaj međunarodne registracije za sve ili samo za neke države ugovornice;
- (v) sve druge relevantne činjenice, navedene u Pravilniku, u vezi prava na žig koji je predmet međunarodne registracije.

ter</sup>>

ter>Član 9^{ter}

Takse za izvesne upise u Registar

Svaki upis u smislu člana 9. ili 9^{bis} podložan je plaćanju takse.

quater</sup>>

quater>Član 9^{quater}

Zajednički Zavod za nekoliko država ugovornica

- (1) Ako se nekoliko država ugovornica sporazume da će ujednačiti svoje domaće zakonodavstvo u oblasti žigova oni mogu da obaveste Generalnog direktora
 - (i) da će zajednički Zavod zameniti pojedinačne nacionalne Zavode svake od njih, i
 - (ii) da će se celina njihovih zajedničkih teritorija smatrati jedinstvenom državom u svrhe primene svih ili dela odredbi koje prethode ovom članu kao i odredbe članova 9^{quinquies} i 9^{sexies}
- (2) Takvo obaveštenje stupa na snagu po isteku tri meseca od dana kada Generalni direktor pošalje o tome saopštenje drugim stranama ugovornicama.

quinquies</sup>>

quinquies>Član 9^{quinquies}

Pretvaranje međunarodne registracije u nacionalnu ili regionalnu prijavu

Kada, u slučaju prestanka međunarodne registracije na zahtev Zavoda porekla, u smislu člana 6(4), za sve ili samo za neke proizvode ili usluge navedene u registraciji, lice koje je bilo nosilac međunarodne registracije podnese prijavu za registrovanje istog žiga Zavodu bilo koje strane ugovornice na teritoriji gde je međunarodna registracija proizvodila pravno dejstvo, ta prijava će se smatrati kao da je podneta na dan međunarodnog registrovanja u smislu člana 3(4) ili na dan upisa teritorijalnog proširenja u smislu člana 3^{ter}(2) i, ako je međunarodna registracija uživala pravo prvenstva, uživaće isto pravo prvenstva, pod uslovom

- (i) da je ta prijava podneta u roku od tri meseca od dana prestanka međunarodne registracije;
- (ii) da su proizvode ili usluge nabrojane u prijavi u potpunosti obuhvaćene listom proizvoda i usluga sadržanom u međunarodnoj registraciji o odnosu na tu stranu ugovornicu, i
- (iii) da takva prijava ispunjava sve zahteve iz zakonodavstva koje se primenjuju, uključujući i one koji se tiču taksi.

sexies</sup>>

sexies>Član 9^{sexies}

Zaštita Madridskog (Stokholmskog) aranžmana

- (1) Kada, s obzirom na datu međunarodnu prijavu ili datu međunarodnu registraciju, Zavod porekla jeste Zavod države koja je strana i ovog Protokola i Madridskog (Stokholmskog) aranžmana, odredbe ovog Protokola ne proizvode pravno dejstvo na teritoriji bilo koje države koja je strana i ovog Protokola i Madridskog (Stokholmskog) aranžmana.
- (2) Skupština može, na osnovu tročetvrtinske većine, da opozove stav (1), ili da ograniči obim stava (1), po isteku period od deset godina, od datuma stupanja ovog Protokola na snagu, ali ne pre isteka pet godina od datuma kada je većina država članica Madridskog (Stokholmskog) aranžmana postala članica Madridskog Protokola. Samo one države koje su članice navedenog Aranžmana i ovog Protokola imaju pravo da učestvuju u glasanju Skupštine.

Član 10

Skupština

- (1)(a) Strane ugovornice su članice iste Skupštine kao i države članice Madridskog (Stokholmskog) aranžmana.
- (b) Svaku stranu ugovornicu u Skupštini predstavlja jedan delegat kome mogu da pomažu drugi delegati, savetnici i stručnjaci.
- (c) Troškove svake delegacije snosi strana ugovornica koja je imenovala tu delegaciju, izuzev putnih troškova i dnevnica za po jednog delegata iz svake države ugovornice, koji se isplaćuju iz fondova Unije.
- (2) Skupština, pored funkcije koju vrši na osnovu Madridskog (Stokholmskog) aranžmana,
- (i) razmatra sva pitanja vezana za primenu ovog Protokola;
- (ii) daje uputstva Međunarodnom biou u vezi pripreme konferencija za reviziju ovog Protokola, uzimajući u obzir primedbe države članica Unije koje nisu članice ovog Protokola;
- (iii) usvaja i menja odredbe Pravilnika u vezi primene ovog Protokola;
- (iv) izvršava druge funkcije koje odgovaraju odredbama ovog Protokola.
- (3)(a) Svaka strana ugovornica ima po jedan glas u Skupštini. Po pitanjima koja se tiču samo država strana Madridskog (Stokholmskog) aranžmana, države ugovornice koje nisu strane navedenog Aranžmana nemaju pravo glasa, dok u pitanjima koja se tiču samo strana ugovornica, samo ove druge imaju pravo glasa.
- (b) Polovina članova Skupštine koji imaju pravo glasa po datom pitanju čini kvorum u cilju glasanja po tom pitanju.
- (c) Bez obzira na odredbe tačke (b), ako, na zasedanju, broj članova Skupštine koji imaju pravo glasa po datom pitanju manje od jedne polovine, a veći od jedne trećine članova skupštine koji imaju pravo glasa po tom pitanju, Skupština može da donosi odluke, ali uz izuzetak odluka po pitanju postupka koje postaju pravosnažne samo ako su ispunjeni dalje navedeni uslovi. Međunarodni biro saopštava te odluke članovima Skupštine koji imaju pravo glasa po navedenom pitanju koji nisu bili prisutni i poziva ih da se pismeno izjasne tako što će glasati ili se uzdržati od glasanja u roku od tri meseca od datuma slanja saopštenja. Ako, po isteku tog roka, broj članova koji su ovako glasali ili se uzdržali od glasanja dopuni broj članova koji je nedostajao da bi se postigao kvorum na takvom zasedanju, te odluke proizvode pravno dejstvo pod uslovom da se istovremeno dobije tražena većina.
- (d) Izuzev odredbi članova 5(2)(e), 9^{sexies} (2), 12 i 13 (2), odluke Skupštine će zahtevati dvotrećinsku većinu glasova.
- (e) Uzdržani se ne broje kao glasovi.
- (f) Delegat može da predstavlja i da glasa samo u ime jednog člana Skupštine.
- (4) Pored sastanaka na redovnim i vanrednim zasedanjima, kako je predviđeno Madridskim (Stokholmskim) aranžmanom, Skupština se sastaje na vanrednim zasedanjima po pozivu Generalnog direktora, na zahtev jedne četvrtine članova Skupštine koji imaju pravo da glasaju po pitanjima predloženim da se uključe u dnevni red zasedanja. Dnevni red takvog vanrednog zasedanja priprema Generalni direktor.

Član 11

Međunarodni biro

- (1) Poslove koji se odnose na međunarodno registrovanje u skladu sa ovim Protokolom, kao i druge administrativne poslove u skladu sa ovim Protokolom obavlja Međunarodni biro.
- (2)(a) Međunarodni biro, u skladu sa uputstvima dobijenim od Skupštine, priprema konferencije za reviziju ovog Protokola.
- (b) Međunarodni biro može da konsultuje međuvladine organizacije i međunarodne nevladine organizacije u vezi priprema takvih konferencija za reviziju.
- (c) Generalni direktor i lica koja je on naznačio uzimaju učešća, bez prava glasa, u diskusijama na takvim konferencijama za reviziju.
- (d) Međunarodni biro obavlja sve druge poslove u vezi sa ovim Protokolom koji su mu dodeljeni.

Član 12

Finansiranje

Dokle god su strane, ugovornice zainteresovane, finansiranje unije reguliše se istim odredbama kao što su odredbe člana 12 Madridskog (Stokholmskog) aranžmana, pod uslovom da se pozivanje na član 8 tog Aranžmana tumači kao pozivanje na član 8 ovog Protokola. Štaviše, u smislu člana 12(6)(b) navedenog Aranžmana, Organizacije ugovornice smatraće se, uz izuzetak suprotne jednoglasne odluke Skupštine, kao da pripadaju kontribucionoj klasi I (jedan) u smislu Pariske konvencije o zaštiti industrijske svojine.

Član 13

Izmene izvesnih članova Protokola

- (1) Predloge za izmene čl. 10, 11, 12 i ovog člana, može da podnese svaka strana ugovornica ili Generalni direktor. O takvim predlozima, Generalni direktor izveštava strane ugovornice najmanje šest meseci pre nego što se o njima raspravlja na Skupštini.
- (2) Izmene članova koji su navedeni u stavu (1) mora da usvoji Skupština. Usvajanje zahteva tročetvrtinsku većinu glasova; međutim, svaka izmena člana 10 i ovog stava, zahteva većinu od četiri petine glasova.
- (3) Svaka izmena članova navedenih u stavu (1) stupa na snagu mesec dana pošto pismeno obaveštenje o prihvatanju, prema dejstvu u skladu sa odgovarajućom ustavnom procedurom primi Generalni direktor iz tri četvrtine onih država i međuvladinih organizacija koje su u vreme usvajanja ovih izmena bile članice Skupštine i imale pravo glasa o izmeni. Svaka izmena navedenih članova koje se ovako prihvate, obavezuju sve države i međuvladine organizacije koje su strane ugovornice u vreme kada izmene stupaju na snagu ili koje postaju strane ugovornice nekog kasnijeg datuma.

Član 14

Postanak članice Protokola; Stupanje na snagu

- (1)(a) Svaka država članica Pariske konvencije o zaštiti industrijske svojine može da postane članica ovog Protokola.
- (b) Štaviše, svaka međuvladina organizacija može takođe da postane i članica ovog Protokola kada su ispunjeni sledeći uslovi:
 - (i) bar jedna država članica te organizacije je strana Pariske konvencije o zaštiti industrijske svojine;
 - (ii) ta organizacija ima regionalni zavod u cilju registrovanja žigova koji je nadležan na teritoriji te organizacije, pod uslovom da o tom Zavodu nije izdato saopštenje u smislu člana 9^{quater}.
- (2) Svaka država ili organizacija navedena u stavu (1) može da potpiše ovaj Protokol. Svaka takva država ili organizacija može, ako je potpisala navedeni Protokol, da deponuje instrument ratifikacije, pristupanja ili prihvatanja ovog Protokola, ili ako nije potpisala ovaj Protokol, da deponuje instrumente pristupanja ovom Protokolu.
- (3) Instrumenti navedeni u stavu (2) deponuju se kod Generalnog direktora.
- (4)(a) Ovaj Protokol stupa na snagu tri meseca posle deponovanja četiri instrumenta ratifikacije, pristupanja ili prihvatanja ovog Protokola, pod uslovom da je bar jedan od tih instrumenata deponovala država strana Madridskog (Stokholmskog) aranžmana i da je bar jedan od tih instrumenata deponovala država koja nije strana Madridskog (Stokholmskog) aranžmana ili neka od organizacija navedenih u stavu (1)(b).
- (b) Imajući u vidu i svaku drugu državu ili organizaciju, navedenu u stavu (1), ovaj Protokol stupa na snagu tri meseca posle datuma kada se o ratifikaciji, prihvatanju ili pristupanju obavesti Generalni direktor.
- (5) Svaka država ili organizacija navedena u stavu (1) može, prilikom deponovanja instrumenata ratifikacije, prihvatanja ili pristupanja ovom Protokolu da izjavi da zaštita koja proističe iz bilo koje međunarodne registracije koja ima dejstva na osnovu ovog Protokola pre dana stupanja na snagu ovog Protokola u odnosu na nju, ne može biti proširena na nju.

Član 15

Otkaz

- (1) Ovaj Protokol ostaje na snazi neograničeno vreme.
- (2) Svaka strana ugovornica može da otkáže ovaj Protokol slanjem obaveštenja Generalnom direktoru.
- (3) Otkaz ugovora stupa na snagu godinu dana pošto je Generalni direktor primio obaveštenje.
- (4) Mogućnošću otkaza Ugovora predviđenom ovim članom ne može se koristiti strana ugovornica pre isteka od pet godina od datuma kada je Protokol stupio na snagu u toj zemlji ugovornici.
- (5)(a) Kada je žig koji je predmet međunarodne registracije na snazi u državi ili međuvladinoj organizaciji koja otkazuje ovaj Protokol, na datum kada otkaz stupa na snagu, nosilac takve registracije može da podnese prijavu za registrovanje tog istog žiga u Zavodu te države ili te organizacije koja otkazuje ugovor, koji će se smatrati kao da je bio podnet na dan međunarodnog registrovanja u smislu člana 3(4) ili na dan upisa teritorijalnog proširenja u smislu člana 3^{ter}(2), a ako međunarodna registracija uživa pravo prvenstva, uživa isto pravo prvenstva, pod uslovom
 - (i) da je takva prijava podneta u roku od dve godine od dana kada je otkaz stupio na snagu,

- (ii) da proizvodi i usluge navedene u prijavi budu u potpunosti obuhvaćene listom proizvoda i usluga sadržanoj u međunarodnoj registraciji za državu ili međuvladinu organizaciju koja vrši otkaz, i
 - (iii) da takva prijava ispunjava sve zahteve zakonodavstva koje se primenjuju, uključujući i one koje se odnose na takse.
- (b) Odredbe tačke (a) primenjuju se i na svaki žig koji je predmet međunarodne prijave koja proizvodi pravno dejstvo u stranama ugovornicama koje nisu države ili međuvladine organizacije koja vrši otkaz na dan kada otkaz stupa na snagu i čiji nosilac prava, zbog tog otkaza, nema pravo da podnese međunarodnu prijavu u smislu člana 2 (1).

Član 16

Potpis, jezici, funkcije depozitara

- (1)(a) Ovaj Protokol potpisuje se u jednom primerku na engleskom, francuskom i španskom jeziku i deponuje se kod Generalnog direktora kada više nije otvoren za potpisivanje u Madridu. Tekstovi na tri jezika smatraju se podjednako autentičnim.
- (b) Zvanični tekst ovog Protokola uspostavlja Generalni direktor posle konsultacija sa zainteresovanim vladama i organizacijama, na arapskom, kineskom, nemačkom, italijanskom, japanskom, portugalskom i ruskom jeziku i na svim drugim jezicima koje Skupština može da odredi.
- (2) Ovaj Protokol ostaje otvoren za potpisivanje u Madridu do 31. decembra 1989.
- (3) Generalni direktor mora da pošalje dva primerka potpisanih tekstova ovog Protokola, overena od vlade Španije, svim državama i međuvladinim organizacijama koje mogu da postanu članice ovog Protokola.
- (4) Generalni direktor registruje ovaj Protokol u Sekretarijatu Ujedinjenih nacija.
- (5) Generalni direktor obaveštava sve države i međunarodne organizacije koje mogu da postanu ili su već postale članice ovog Protokola potpisivanjem, deponovanjem instrumenata ratifikacije, prihvatanja, odobravanja ili pristupanja, o stupanju na snagu ovog Protokola i o svim izmenama u vezi sa tim, i šalje sva obaveštenja o otkazu i sve deklaracije predviđene ovim Protokolom."

Član 3

Ovaj zakon stupa na snagu osmog dana od dana objavljivanja u "Službenom listu SRJ" - Međunarodni ugovori.